

Service Communication

Paris, le 28 mars 2024

Discours de M. Gabriel ATTAL, Premier ministre
Présentation du plan de transformation écologique de l'Etat

Muséum national d'histoire naturelle

Jeudi 28 mars 2024

Seul le prononcé fait foi.

Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les parlementaires et élus,
Monsieur le Président du Muséum national d'histoire naturelle,
Madame la Directrice du CNRS,
Mesdames et Messieurs en vos grades et qualités,

J'ai l'habitude de le dire : le dérèglement climatique est un défi existentiel pour notre génération.

C'est une menace pour nos modes de vie. Une menace pour nos quotidiens. Sécheresse ou inondations, températures extrêmes ou incendies, ce sont des catastrophes naturelles qui se multiplient et frappent nos concitoyens. C'est l'effondrement de notre biodiversité, avec des conséquences sur notre alimentation, la qualité de l'air, de l'eau. C'est une compétition qui s'accélère pour accéder à des ressources qui sont de plus en plus rares. C'est la porte ouverte à des perturbations majeures dans l'ordre mondial : des conflits nouveaux, des migrations sans précédent.

Le dérèglement climatique menace les fondements même de notre société, c'est une menace existentielle, je le redis, et nous devons y répondre avec force, constance et détermination.

Autour du Président de la République et avec mes ministres, c'est ce que nous faisons.

Nous avons mis en place une stratégie unique, pionnière, jamais mise en place dans un grand pays industriel : la planification écologique.

Domaine par domaine, nous nous sommes fixé des objectifs et nous nous donnons les moyens de les atteindre.

Notre feuille de route est claire : baisser de 55% nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Ce changement, nous le menons et nous le mènerons avec tous les Français, en mettant la transition écologique avec eux, jamais contre eux. En cherchant des résultats plutôt que des symboles. En cherchant l'efficacité plutôt que la brimade ou la brutalité.

Beaucoup ont cru que la transition écologique devait nécessairement passer par le « tout contrainte ». Que si ça ne faisait pas mal, c'était inutile, c'était futile.

Depuis 2017, nous prouvons le contraire.

Avant l'élection du Président de la République, nos émissions de gaz à effet de serre baissaient d'environ 1% par an en moyenne.

Dans le premier quinquennat du Président de la République nous avons doublé le rythme de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous sommes passés de 1% à 2% de baisse par an en moyenne.

Nous avons continué à agir, méthodiquement, pragmatiquement, massivement.

Et en 2023, nous avons eu les chiffres la semaine dernière : les émissions de gaz à effet de serre en France ont baissé de près de 5% sur une année.

5% en une année. C'est inédit dans l'Histoire de notre pays.

C'est la preuve, je le crois profondément, que notre stratégie, notre méthode porte ses fruits.

Mesdames et Messieurs,

Si j'ai tenu à venir devant vous, ce matin, c'est parce que vous avez une part de responsabilité dans ce résultat.

C'est parce que, toutes et tous, dans l'administration, dans la recherche, dans la société civile, vous avez agi, pris des décisions, alerté, innové, proposé.

Parce que, toutes et tous, vous nous permettez d'engager massivement la transformation écologique de l'Etat.

J'en suis convaincu : la condition du succès de la transition écologique, c'est qu'elle soit collective.

Nous devons embarquer toute la société : les citoyens, les entreprises, les collectivités, bien sûr – et je veux saluer le travail remarquable mené par les ministres Christophe BECHU, Stanislas GUERINI, Sylvie RETAILLEAU, Thomas CAZENAVE, Roland LESCURE, Agnès PANNIER-RUNACHER et bien d'autres, et les équipes du Secrétariat général à la transition écologique, cher Antoine PEILLION.

Mais dans ce collectif, chacun doit prendre sa part, et charité bien ordonnée commence par soi-même.

On ne peut pas demander à chacun de se mobiliser, à l'échelle individuelle et collective, si nous n'agissons pas avec force.

On ne peut pas engager des changements, pour certains majeurs, si nous ne sommes pas nous-mêmes aux avant-postes.

L'Etat a une responsabilité particulière, éminente, dans la transition écologique.

Alors, nous nous engageons.

Alors nous nous transformons.

Alors, chaque jour, nous tâchons de devenir exemplaires.

Et comme sur tous les sujets, je veux que cela aille vite. Que nous obtenions des résultats concrets, rapides et durables.

C'est toute l'ambition de ce plan de transformation écologique de l'Etat, que nous présentons aujourd'hui. Et je veux remercier le ministre Stanislas Guerini, qui s'est investi, pleinement, dans sa mise en œuvre avec chacune et chacun d'entre vous.

Nous avons agi avec méthode.

Non pas en partant d'un plan éthéré, décidé depuis Paris et sans aucun lien avec les réalités du terrain.

Mais au contraire, en faisant le choix de la territorialisation, le choix des initiatives, le choix du terrain. Le choix d'une transition écologique qui n'impose pas une solution unique et inadaptée, mais, au contraire, s'inspire des réalités concrètes, des défis propres à chaque territoire, à chaque direction.

Pour élaborer ce plan, nous sommes donc partis de projets de « décarbonation » remontés par les préfetures et administrations, de vos succès, mais surtout d'exemples concrets et réels.

Car il est évident que les questions ne sont pas les mêmes quand on est dans un bâtiment neuf ou dans un bâtiment d'un certain âge. Quand on a des métiers qui imposent de beaucoup se déplacer ou que le numérique prend une part plus ou moins forte dans le travail.

C'est donc un plan adapté, taillé sur mesure pour chaque administration.

Pour agir, nous nous sommes également appuyés sur un bilan, car nous sommes mobilisés depuis la première minute pour réduire l'empreinte écologique de l'Etat.

Nous sommes ainsi le premier pays au monde à avoir décidé de former l'intégralité de nos agents publics aux enjeux environnementaux.

Ce programme de formation est lancé depuis moins de 6 mois à destination d'abord des cadres supérieurs. Plus de 5 000 ont déjà été formés. Je veux que cela s'accélère et que les 25 000 cadres supérieurs de l'Etat soient formés d'ici la fin de l'année. Je souhaite que nous élargissions ce programme, ensuite, et qu'il soit déployé dès l'année prochaine auprès de tous les fonctionnaires.

L'objectif est clair : d'ici 2027, tous les agents publics devront avoir été formés. C'est au total 5.7 millions d'agents publics des trois versants de la fonction publique d'ici la fin du quinquennat.

Nous accompagnons aussi, tous les agents publics pour les aider à limiter leur empreinte carbone sur leurs trajets entre chez eux et leur travail.

C'est précisément le sens du Forfait mobilité durable : une prise en charge jusqu'à 300 euros par an et par personne, pour les agents qui utilisent le vélo ou le covoiturage.

Près de 200 000 agents en bénéficient déjà aujourd'hui. C'est deux fois plus que l'an dernier. Nous allons accélérer là-aussi et nous visons les 500 000 agents par an en 2027.

Cette mesure, c'est une bonne illustration de notre stratégie : accompagner le changement, plutôt que l'imposer brutalement. Encourager et inciter plutôt que de forcer sans solution alternative. C'est ça, aussi, l'écologie à la française.

Nous sommes mobilisés pour la rénovation thermique des bâtiments de l'Etat. Des moyens sans précédent ont d'ores et déjà été engagés.

Ce sont 4 milliards d'euros, prévus dès 2020 par France Relance, pour rénover massivement et améliorer les performances thermiques des bâtiments de l'Etat.

Nous continuons cet effort et 900 millions d'euros sont engagés, rien que cette année, pour la rénovation énergétique des bâtiments de l'Etat.

Nous avons des objectifs ambitieux, par exemple pour le remplacement des chaudières au fioul. Plusieurs centaines l'ont déjà été et nous allons en supprimer 3 200 de plus dans les prochaines années.

Le chantier avance – et je le sais personnellement pour l'avoir vu se déployer et l'avoir suivi dans les écoles, quand j'étais ministre de l'Éducation nationale.

On ne peut pas apprendre correctement quand on suffoque de chaleur ou quand on grelotte de froid. Je tiens à ce qu'une attention particulière continue à être accordée à la rénovation des écoles, des collèges et des lycées.

Vous le savez le Président de la République a pris des engagements très forts en la matière. C'est évidemment un enjeu majeur pour la transition écologique de l'Etat et des collectivités locales, les bâtiments scolaires sont en majorité des bâtiments publics. Mais c'est aussi un enjeu de conditions d'apprentissage, et de conditions de travail pour nos enseignants.

Et puisque je parle de ce qui avance, puisque je parle de nos résultats : surtout, 2023 a été l'année de la sobriété énergétique.

La sobriété énergétique, c'est un cercle vertueux.

C'est bon pour la planète, en réduisant nos émissions.

C'est bon pour les factures, parce que nous consommons et donc dépensons moins. C'est d'actualité, cher Thomas.

Ainsi, en 2023, la sobriété a été au programme pour toutes les administrations d'Etat : électricité, gaz, chacun a pris sa part, chacun a pris ses responsabilités avec un résultat : la facture énergétique de l'Etat et de ses opérateurs a baissé de 150 millions d'euros sur 2023. C'est notre consommation de gaz qui baisse de 11% ! Notre consommation d'électricité de 7% !

150 millions d'euros, c'est le coût d'un bel hôpital, neuf. C'est ce que nous avons économisé.

Ce résultat, c'est le fruit de la mobilisation de tous. Je veux vous en remercier. Je veux vous en féliciter. C'est un pas réel pour la transition écologique.

Mesdames et Messieurs,

Nous nous appuyons sur un bilan solide, mais grâce à ce plan, nous montons encore en puissance. Nous franchissons une nouvelle étape.

Notre cap est clair : en 2027, nous aurons réduit les émissions de gaz à effet de serre de l'Etat de 5% par an depuis 2022, soit près d'un quart de baisse au total. Et d'ici 2050, nous voulons diviser par 5 nos émissions.

Une image est sans doute plus parlante que des pourcentages : nous devons supprimer chaque année l'équivalent des émissions d'une ville de la taille de Bordeaux, au hasard cher Thomas.

Nous sommes bien partis, mais il reste beaucoup de travail, et nous nous y attelons aujourd'hui avec ce plan pour l'Etat.

Sur la sobriété énergétique, d'abord.

En 2023, je le disais, nous avons économisé 150 millions d'euros sur un an. Nous allons poursuivre cette dynamique en 2024 pour atteindre 200 millions d'euros d'économies d'énergie dès cette année. Nous avons un horizon : 25% de baisse en 2027, par rapport à 2022.

Nous allons également passer une vitesse supérieure en matière de préservation des ressources et de la biodiversité.

Je pense notamment à l'eau. Nous avons identifié plus de 10 000 équipements d'économies d'eau sur le territoire. Ils seront financés dès demain. Ils vont permettre d'économiser 3,7 millions de litres d'eau par an – c'est l'équivalent de 1320 piscines olympiques chaque année.

La transition écologique de l'Etat, c'est aussi permettre une meilleure alimentation pour toutes et tous.

Nous mettrons aussi en place, dans chaque cantine de l'Etat, des mesures spécifiques pour lutter contre le gaspillage alimentaire et réduire les déchets alimentaires.

Je salue également l'engagement de Thierry MARX, qui organisera un grand concours avec nos cuisiniers, pour rendre certains menus végétariens plus attrayants. 7 500 cuisiniers et gestionnaires de l'Etat seront formés en ce sens.

Ce sujet de l'alimentation et de la restauration collective à vocation de service public est central pour la transformation écologique de l'Etat. Les cantines de l'Etat, ce sont plus de 400 millions de repas servis chaque année. Et je veux être clair : nous devons faire mieux, en particulier sur l'atteinte des objectifs de la loi EGALIM : servir au moins 50% de produits durables et de qualité, dont au moins 20% de produits biologiques. C'est évidemment aussi un enjeu pour la transition écologique et les émissions de gaz à effet de serre : moins nous importons de nourriture pour nos cantines, plus nous réduisons notre empreinte carbone. Et par ailleurs, plus nous soutenons également notre agriculture française. Je ne me résous pas à ce qu'on serve de la volaille qui n'est pas française dans nos cantines en France : c'est ce à quoi nous travaillons avec Agnès Pannier-Runacher.

Nous en sommes encore trop loin. Ce n'est pas acceptable. Je l'ai dit aux agriculteurs. Je veux que nous avancions vite et je suivrai les résultats de notre action.

Mesdames et Messieurs,

Faire de l'Etat un acteur exemplaire de la transition écologique, c'est aussi s'attaquer à la question des transports. Vous le savez, ils pèsent lourd dans notre empreinte carbone.

Mais nous disposons de leviers puissants à actionner, d'une part sur le mode de transport : dans une logique d'exemplarité, les trajets en train seront priorités par défaut, même s'ils sont plus chers que l'avion.

Nous allons continuer de passer la flotte de véhicules de l'Etat à l'électrique. Nous allons remplacer 5 000 véhicules par an par des véhicules électriques, favoriser les parcs partagés entre les agents, et installer 9 000 points de recharge d'ici 2027. La transition écologique doit aussi être synonyme de réindustrialisation. Nous intégrerons systématiquement les considérations environnementales et de soutien aux filières françaises et européennes dans les achats de l'Etat.

J'ajoute que pour limiter nos trajets, la semaine en 4 jours peut également être une solution. Je l'ai évoquée encore hier, la semaine en 4 jours, c'est une option nouvelle donnée aux agents publics, qui leur permet d'arriver un peu plus tôt le matin, de partir un peu plus tard le soir, et de ne pas travailler un jour par semaine. Le résultat : c'est

plus de souplesse pour l'agent public. C'est aussi un progrès pour tous les Français avec potentiellement des services publics qui pourront ouvrir un peu plus tôt, fermer un peu plus tard.

Mais le bénéfice peut être aussi écologique, avec moins de déplacements et donc moins d'émissions.

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui est une journée importante.

Tous les efforts, toutes les initiatives, toutes les idées, nous les organisons dans une stratégie complète, ambitieuse, méticuleuse.

Dans une stratégie adaptée aux besoins de chaque administration.

Dans une stratégie cohérente, au sein de notre planification écologique.

Choisir le service de l'Etat, comme vous l'avez fait pour la majorité d'entre vous, n'est pas anodin.

Peu importe son poste de travail et ses compétences, on sert l'intérêt général, et l'on se doit de montrer l'exemple, de montrer le cap.

Alors, l'Etat prend toute sa part dans la transition écologique.

Avec vous toutes et tous, nous serons un Etat vert dans une Nation verte.

Je vous remercie.